

# "Certaines entreprises agroalimentaires façonnent les politiques gouvernementales et détournent les chercheurs africains des priorités locales"

Le Centre africain pour la biodiversité (African Centre for Biodiversity, ACB) est une organisation de recherche et de plaidoyer qui œuvre en faveur de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie en Afrique, mettant l'accent sur les systèmes de semences et la biodiversité agricole. Ce centre a publié en 2024 une série détaillée consacrée aux aliments ultra-transformés (UPF) sur le continent africain. Ces fiches examinent l'évolution des comportements alimentaires et la dépendance croissante à l'égard des UPE. La directrice exécutive du centre, Mariam Mayet, analyse les rapports de force orchestrés par l'industrie agroalimentaire sur les politiques et la recherche.



Mariam Mayet, directrice exécutive du Centre africain pour la biodiversité.

**Grain de sel : Comment pouvons-nous mieux comprendre les jeux d'influence et de dépendance qui pèsent en Afrique sur les institutions de recherche ?**

La recherche africaine en sciences, en sciences physiques, en technologie, en ingénierie et en mathématiques ne représente que 29 % de la production de la recherche mondiale. Les racines de ce problème remontent à la fin des années 70 et 80, lorsque l'enseignement supérieur a été abandonné par les politiques économiques néolibérales des gouvernements africains. L'accent a alors été mis sur l'enseignement primaire, au détriment de l'enseignement universitaire, ce qui a entraîné une diminution de la capacité de la recherche, un manque de soutien politique, des infrastructures inadéquates, une fuite des cerveaux et, surtout, la diminution des financements publics. Bien que l'Union africaine ait adopté, il y a plusieurs années, une résolution engageant chaque pays afri-

cain à consacrer 1 % de son produit intérieur brut (PIB) à la recherche et au développement, le continent est encore loin derrière, avec 0,4 %.

Cela a conduit à de graves déficits financiers dans les systèmes de recherche et d'innovation, qui dépendent fortement de financements externes, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la santé. Or, les donateurs occidentaux influencent fortement les agendas de recherche, détournant les chercheurs africains des priorités locales.

**GDS : Comment les fabricants d'aliments ultra-transformés peuvent-ils influencer les études consacrées aux systèmes alimentaires ?**

Les entreprises d'aliments ultra-transformés (UPF) font partie des sociétés alimentaires les plus puissantes du monde. Il s'agit de méga multinationales, dont Nestlé, PepsiCo, Unilever, Coca-Cola Co, Mondelez et Kraft Heinz Co, qui opèrent sur le continent africain depuis des décennies. Ces géants de l'agroalimentaire disposent d'actifs mondiaux considérables et exercent une influence notable

sur l'environnement précaire de la recherche et développement dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition en Afrique.

Ces entreprises utilisent souvent des stratégies pour coopter et déformer les preuves scientifiques afin de légitimer leurs produits et minimiser les risques pour la santé. Cela inclut le financement de la recherche en nutrition, le parrainage d'organismes nationaux et mondiaux de nutrition, la participation à des organismes de normalisation et la mise en œuvre de programmes de nutrition. En témoignent, par exemple, les systèmes de profilage nutritionnels de Nestlé, Mars et Unilever pour répondre aux normes (volontaires) sur les allégations nutritionnelles. Nestlé finance également de nombreux articles scientifiques, séminaires et rapports sur les "1000 premiers jours de vie" pour promouvoir ses produits laitiers ultra-transformés.

Des experts scientifiques ont ainsi été cooptés par les fabricants d'UPF pour occulter les préoccupations sanitaires fondées sur des preuves concernant la consommation d'aliments ultra-transformés. À titre d'exemple, lors d'une réunion du Science Media Centre

**IL Y A AMPLEMENT D'ESPACE POUR QUE LES INTERCONNEXIONS ENTRE LA SCIENCE OCCIDENTALE ET LES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES TRACENT DE NOUVELLES VOIES DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE.**



Couvertures des guides issus de la série du Centre africain pour la biodiversité "Les aliments ultra-transformés en Afrique : implications pour une transition agroécologique juste des systèmes alimentaires et agricoles" publiés en 2024.

du Royaume-Uni en 2023, trois des cinq panélistes défendant les UPF étaient financés par des fabricants tels que Nestlé, Mondelez, Coca-Cola, PepsiCo, Unilever et General Mills. L'une d'entre elles, le professeur Janet Cade de l'université de Leeds, préside par ailleurs le comité consultatif de la British Nutrition Foundation, qui compte parmi ses membres McDonald's, British Sugar et Mars et est financée entre autres par Nestlé, Mondelez et Coca-Cola.

Les fabricants d'aliments ultra-transformés sont également connus pour obscurcir ou diluer les résultats scientifiques concernant la santé publique. Par exemple, en Chine, l'International Life Sciences Institute a influencé le gouvernement pour qu'il axe sa politique en matière d'obésité sur l'activité physique plutôt que sur l'alimentation. La capacité de ces entreprises alimentaires à influencer et à fixer des normes de sécurité alimentaire et de nutrition peut également être utilisée pour évincer les petits acteurs en rendant ces normes si onéreuses et coûteuses que seules les grandes entreprises ont la capacité et les ressources pour s'y conformer. Au Brésil, des milliers d'éleveurs laitiers ont été contraints de cesser leurs activités en raison des normes privées fixées par Nestlé et Parmalat (filiale du groupe français Lactalis) concernant la gestion et le stockage du lait.

Lorsque ces entreprises accèdent à des sièges ou achètent de l'influence dans les institutions nationales de nutrition, qu'elles font pression sur les gouvernements ou participent à des partenariats public-privé, elles peuvent façonner des aspects clés de la santé nationale tels que les politiques et stratégies de nutrition, la reformulation et l'enrichissement des aliments, les lois sur l'étiquetage, la recherche et l'éducation des consommateurs. Cela a pour effet de dépolitiser les environ-

nements alimentaires en détournant l'attention des déterminants structurels des régimes alimentaires malsains.

### *GDS : Quelles solutions alternatives à celles promises par les biotechnologies types OGM permettraient une réelle résilience des systèmes alimentaires et des populations ?*

Certaines entreprises exercent une influence significative sur les politiques gouvernementales, le marché et nos régimes alimentaires. Elles les façonnent au détriment du droit à l'alimentation, à la nutrition, à la santé, au détriment du droit des petits agriculteurs, des travailleurs et des commerçants, ainsi que de l'environnement.

Un système alimentaire durable et résilient devrait placer le droit à l'alimentation au centre de ses objectifs. L'alimentation est un bien public et le droit à l'alimentation signifie que chacun a accès à la nourriture dont il a besoin chaque jour, qu'il ait ou non les moyens de l'acheter. Ce système devrait inclure la diversité alimentaire et la nutrition, ainsi que promouvoir la production et la distribution d'aliments agroécologiques par les communautés locales et les petits exploitants.

La production commerciale à grande échelle est à l'origine de dommages environnementaux importants très généralement admis : l'utilisation excessive d'eau et de produits chimiques toxiques pour l'eau, le sol, la biodiversité, et la santé. D'autres dommages environnementaux sont moins identifiés, comme les émissions de gaz à effet de serre et les dommages causés aux écosystèmes en général. Les petits agriculteurs et les agriculteurs locaux ont une empreinte écologique beaucoup plus limitée. Mais les pratiques

respectueuses de l'environnement ne bénéficient pas d'un soutien suffisant. L'agroécologie répond à toutes les dimensions du système alimentaire permettant d'adopter des pratiques de production écologiques et durables, ainsi que de mettre en place une transformation sociale et économique progressive. Il s'agit d'une réponse intégrée au changement climatique, à la perte de biodiversité, à la pollution et à la dégradation des sols et de l'eau. Elle vise le zéro déchet grâce au recyclage et à une économie circulaire.

Les terres apparemment "improductives" de l'Afrique sont maintenant considérées comme la dernière frontière pour l'agroindustrie. Pourtant, les petits agriculteurs ont des approches innovantes pour conserver l'agrobiodiversité, les semences et plus généralement ajuster leurs approches agroécologiques pour produire suffisamment de nourriture sans intrants nocifs. Mais ces approches sont encore très peu documentées.

### *GDS : Quelles devraient être les priorités de la recherche agricole africaine ?*

Les chercheurs devraient soutenir l'agroécologie s'ils sont en accord avec la réalisation du droit à l'alimentation. Cependant, cela nécessite une compréhension systémique du rôle que joue l'agroécologie dans les systèmes sociaux, politiques, agricoles et écologiques plus larges (voir aussi article P. 16-17). Il y a amplement d'espace pour que les interconnexions entre la science occidentale et les connaissances traditionnelles tracent de nouvelles voies dans le système alimentaire, en particulier lorsque les chercheurs placent les agriculteurs au centre de la recherche, notamment les femmes et les jeunes. Les agriculteurs devraient être impliqués dans tout le cycle de vie d'un projet de recherche, y compris la définition des objectifs de recherche. Impliquer les agriculteurs dès le début aide les chercheurs à mieux comprendre le problème afin qu'ils puissent co-crée des objectifs de recherche utiles à l'agriculteur. Établir la confiance entre les agriculteurs et les scientifiques est d'une importance capitale et travailler avec des réseaux de recherche agricole établis contribuera grandement à la compréhension scientifique des pratiques agricoles dirigées par les agriculteurs nourrissant des systèmes agroécologiques sains. ■

*Propos recueillis et traduits par Emilie Langlade*

#### **EN SAVOIR PLUS :**

Les 9 guides du African Centre for Biodiversity : <https://acbio.org.za>